

TITRE IV – MESURES SUR LES BIENS ET ACTIVITES EXISTANTES

En application de l'article 40-1-4° de la loi n° 87-565 modifiée du 22 juillet 1987, le P.P.R. a pour objectif de définir des mesures de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités publiques et les particuliers, dans des zones réglementaires, sur les biens et activités existants.

Ces mesures peuvent faire l'objet de recommandations ou revêtir un caractère obligatoire sous conditions de délais. Les mesures imposées sur les constructions ne peuvent excéder un coût fixé à 10 % de la valeur des biens.

Pour ce qui concerne le P.P.R.I. du bassin de l'Huisne dans le département de l'Orne, il est recommandé quelques mesures. Pour les extensions et les réhabilitations, quand elles sont autorisées, des dispositions constructives sont imposées.

IV.1 - MESURES OBLIGATOIRES

Pour toute extension, réhabilitation ou construction sur vide sanitaire, il devra être appliqué les prescriptions suivantes :

- sur gros oeuvre : mettre en place des dispositifs de coupure de remontées capillaires entre les niveaux inondables et les niveaux hors d'eau,
- sur réseaux électriques :
 - ✓ le tableau de commande sera scellé à une cote de 0,50m au-dessus de la cote des plus hautes eaux de référence
 - ✓ le réseau comportera un coupe-circuit afin d'isoler le niveau inondable tout en maintenant l'alimentation aux niveaux habitables
- isolation : les matériaux d'isolation susceptibles d'être en contact avec l'eau devront être hydrophobes
- revêtements de sol : les matériaux sensibles à l'eau sont proscrits. On préférera les revêtements suivants :
 - ✓ carrelage
 - ✓ revêtement plastiqueLes colles devront posséder des caractéristiques de résistance à l'eau
- chauffage : les chaudières seront installées hors d'eau.
Les canalisations d'eau chaude submersibles devront disposer d'un système d'isolation du circuit de chauffage.

En dehors de toute réhabilitation ou réfection, dès la date d'application du P.P.R. :

- les immeubles par destination : à l'exemple, les mobiliers d'extérieurs volumineux seront fixés au sol,
- les cuves extérieures ou en sous-sol et tous les récipients contenant des hydrocarbures, du gaz, des engrais liquides, des pesticides et d'une façon générale des produits dangereux ou polluants devront être fixés solidement ou protégés par des murets étanches jusqu'à une cote supérieure à la cote de référence (crue centennale).

IV.2 - MESURES RECOMMANDEES

Dans le domaine de la construction, en local inondable, certains choix techniques sont fortement recommandés :

- chauffage des locaux : éviter le chauffage électrique (risque de court-circuit, risque d'électrocution par la conductibilité de l'eau), mettre les chaudières hors d'eau,
- mettre tout appareil électromécanique hors d'eau,
- huisseries : choisir des matériaux non sensibles à l'eau, ce qui n'exclut pas les matériaux traditionnels.